

Rapport financier 2015 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Notre-Dame-du-Laus

Code géographique : 79005

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales
et Occupation
du territoire*

Québec 

Attestation du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé

S3

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S4
États financiers consolidés audités	S5 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**ATTESTATION DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Yves Larocque, atteste la véracité du rapport financier consolidé

de Notre-Dame-du-Laus pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015.
(Nom de l'organisme)

[Originale signée]

Signature _____ Date 2016-04-06

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section I	
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
État consolidé des résultats	14
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	15
État consolidé des gains et pertes de réévaluation	15
État consolidé de la situation financière	16
État consolidé des flux de trésorerie	17
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	18
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	19
Avantages sociaux futurs	20
Endettement total net à long terme	21
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	23
Analyse des charges consolidées	24
Section II	
Autres renseignements financiers - Table des matières	26

Section I - États financiers consolidés

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Municipalité de Notre-Dame-du-Laus et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2015, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Fondement de l'opinion avec réserve

Au cours de l'exercice 2008, la municipalité a adopté un règlement décrétant l'imposition de droits aux exploitants de carrières et sablières situées sur son territoire, basé sur les quantités de matière première extraite. Malgré l'adoption de ce règlement, aucune procédure permettant le suivi de ces quantités n'avait été mise en place par la municipalité, au 31 décembre 2015, permettant la facturation de ces droits aux exploitants de carrières et sablières et ainsi seul le montant estimatif facturé aux exploitants a été comptabilisé aux livres au 31 décembre 2015 à titre de revenus pour ces mêmes droits. Compte tenu qu'aucun mécanisme de suivi n'a été mis en place, la direction de la municipalité n'est pas en mesure de fournir le montant exact qui aurait dû être comptabilisé à ce titre. Par conséquent, il nous est impossible de déterminer le montant des redressements qui auraient dû être apportés aux revenus ainsi qu'à la réserve financière correspondante, à la suite de la comptabilisation de ces droits et d'en vérifier l'intégralité et l'exactitude.

Depuis le 1^{er} janvier 2015, la municipalité doit comptabiliser un passif environnemental

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

au titre des sites contaminés lui appartenant. À la date du bilan, la direction de la municipalité n'est pas en mesure d'établir si ces sites rencontrent ou non les normes environnementales en matière de contamination. Elle n'est également pas en mesure d'établir le montant des frais de décontamination de ces sites s'il y a lieu. Par conséquent, il nous est également impossible de déterminer si un passif pour frais de décontamination environnemental doit être comptabilisé pour l'exercice 2015.

Opinion avec réserve

À notre avis, à l'exception des incidences des problèmes décrits dans le paragraphe sur le fondement de l'opinion avec réserve, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Municipalité de Notre-Dame-du-Laus et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2015, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leurs actifs financiers nets (de leur dette nette) et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Municipalité de Notre-Dame-du-Laus inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les Normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8,9,23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent (déficit) de l'exercice et la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

[Original signé par]

Par

Stéphane Dumoulin, CPA auditeur, CA

Mont-Laurier, Québec

DATE 2016-04-01

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

[Original signé par]

DATE _____

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	2 722 171	2 702 800	2 769 168			2 769 168
Compensations tenant lieu de taxes	2	196 684	193 000	196 560			196 560
Quotes-parts	3					356 858	
Transferts	4	189 898	259 600	178 903		149 257	328 160
Services rendus	5	341 140	364 900	401 615		133 358	534 973
Imposition de droits	6	145 832	154 000	143 409			143 409
Amendes et pénalités	7	8 433	5 500	11 517			11 517
Intérêts	8	24 542	14 000	23 914		3 131	27 045
Autres revenus	9			239		2 499	2 738
	10	3 628 700	3 693 800	3 725 325		645 103	4 013 570
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13		181 000	39 429		60 967	100 396
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14						
Autres	15						
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16						
	17		181 000	39 429		60 967	100 396
	18	3 628 700	3 874 800	3 764 754		706 070	4 113 966
Charges							
Administration générale	19	686 384	826 350	669 790	11 988	35 980	717 758
Sécurité publique	20	473 071	479 950	443 271	80 070		523 341
Transport	21	963 020	1 081 370	954 839	210 014		1 164 853
Hygiène du milieu	22	372 704	413 200	387 337	6 519	644 395	681 393
Santé et bien-être	23	13 076	17 880	13 290	6 796		20 086
Aménagement, urbanisme et développement	24	255 172	300 800	266 747	3 939		270 686
Loisirs et culture	25	292 081	354 500	332 852	23 724		356 576
Réseau d'électricité	26						
Frais de financement	27	40 217	31 800	35 105		27 230	62 335
Amortissement des immobilisations	28	284 654	227 850	343 050	(343 050)		
	29	3 380 379	3 733 700	3 446 281		707 605	3 797 028
Excédent (déficit) de l'exercice	30	248 321	141 100	318 473		(1 535)	316 938

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	248 321	141 100	318 473	(1 535)	316 938
Moins: revenus d'investissement	2	()	(181 000)	(39 429)	(60 967)	(100 396)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	248 321	(39 900)	279 044	(62 502)	216 542
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Amortissement	4	284 654	227 850	343 050	93 687	436 737
Produit de cession	5			261	579	840
(Gain) perte sur cession	6			(239)		(239)
Réduction de valeur / Reclassement	7					
	8	284 654	227 850	343 072	94 266	437 338
Propriétés destinées à la vente						
Coût des propriétés vendues	9					
Réduction de valeur / Reclassement	10					
	11					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Remboursement ou produit de cession	12					
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13					
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14					
	15					
Financement						
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16					
Remboursement de la dette à long terme	17	(274 790)	(232 350)	(244 550)	(53 436)	(297 986)
	18	(274 790)	(232 350)	(244 550)	(53 436)	(297 986)
Affectations						
Activités d'investissement	19	(640 032)	(325 600)	(227 600)	(3 673)	(231 273)
Excédent (déficit) accumulé						
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20		360 000			
Excédent de fonctionnement affecté	21	384 153	10 000	325 291	69 316	394 607
Réserves financières et fonds réservés	22	1 590		1 590		1 590
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	23					
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	24					
	25	(254 289)	44 400	99 281	65 643	164 924
	26	(244 425)	39 900	197 803	106 473	304 276
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	3 896		476 847	43 971	520 818

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹
	Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés	
Revenus d'investissement	1		181 000		39 429	60 967	100 396
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Acquisition							
Administration générale	2	(2 359)	(50 000)	(37 311)	()	()	(37 311)
Sécurité publique	3	(372 592)	()	(18 408)	()	()	(18 408)
Transport	4	(49 474)	(105 100)	(430 280)	()	()	(430 280)
Hygiène du milieu	5	()	()	()	(193 337)	()	(193 337)
Santé et bien-être	6	(278 169)	()	(5 727)	()	()	(5 727)
Aménagement, urbanisme et développement	7	()	()	()	()	()	()
Loisirs et culture	8	(7 611)	(697 500)	(323 272)	()	()	(323 272)
Réseau d'électricité	9	()	()	()	()	()	()
	10	(710 205)	(852 600)	(803 544)	(193 337)	()	(996 881)
Propriétés destinées à la revente							
Acquisition	11	()	()	()	()	()	()
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Émission ou acquisition	12	()	()	()	()	()	()
Financement							
Financement à long terme des activités d'investissement	13	396 380		250 791			250 791
Affectations							
Activités de fonctionnement	14	640 032	325 600	227 600	3 673		231 273
Excédent accumulé							
Excédent de fonctionnement non affecté	15	100 000					
Excédent de fonctionnement affecté	16		346 000	146 000			146 000
Réserves financières et fonds réservés	17						
	18	740 032	671 600	373 600	3 673		377 273
	19	426 207	(181 000)	(179 153)	(189 664)		(368 817)
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	426 207		(139 724)	(128 697)		(268 421)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Réalizations 2014		Budget 2015		Réalizations 2015		Total consolidé ¹	
		Administration municipale		Administration municipale		Administration municipale	Organismes contrôlés		
Excédent (déficit) de l'exercice	1	248 321		141 100		318 473	(1 535)	316 938	
Variation des immobilisations									
Acquisition	2 (710 205)	(852 600)	(803 544)	(193 337)	996 881)
Produit de cession	3					261	579	840	
Amortissement	4	284 654		227 850		343 050	93 687	436 737	
(Gain) perte sur cession	5					(239)		(239)	
Réduction de valeur / Reclassement	6								
	7	(425 551)		(624 750)		(460 472)	(99 071)	(559 543)	
Variation des propriétés destinées à la revente	8								
Variation des stocks de fournitures	9	(20 358)				965	(6 156)	(5 191)	
Variation des autres actifs non financiers	10	188				(7 907)	(114)	(8 021)	
	11	(20 170)				(6 942)	(6 270)	(13 212)	
	12	(197 400)		(483 650)		(148 941)	(106 876)	(255 817)	
Gains (pertes) de réévaluation nets	13								
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(197 400)		(483 650)		(148 941)	(106 876)	(255 817)	
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15	544 096				346 696	(802 391)	(455 695)	
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16								
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17	544 096				346 696	(802 391)	(455 695)	
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18	346 696				197 755	(909 267)	(711 512)	

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2015

		<u>2014</u>	<u>2015</u>	<u>2015</u>	<u>Total</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	505 898	598 671	185	598 856
Placements temporaires	2	757 966	763 326		763 326
Débiteurs (note 5)	3	403 129	236 098	250 199	486 297
Prêts (note 6)	4				
Placements de portefeuille (note 7)	5			93 240	93 240
Participations dans des entreprises municipales	6				
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	1 666 993	1 598 095	343 624	1 941 719
PASSIFS					
Découvert bancaire	10				
Emprunts temporaires (note 10)	11			217 088	217 088
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	143 271	218 641	154 188	372 829
Revenus reportés (note 12)	13	24 276	21 118		21 118
Dette à long terme (note 13)	14	1 152 750	1 160 581	881 615	2 042 196
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15				
	16	1 320 297	1 400 340	1 252 891	2 653 231
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	346 696	197 755	(909 267)	(711 512)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 15)	18	6 476 481	6 936 953	1 366 253	8 303 206
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19				
Stocks de fournitures	20	122 131	121 166	10 118	131 284
Autres actifs non financiers (note 17)	21	18 459	26 366	1 661	28 027
	22	6 617 071	7 084 485	1 378 032	8 462 517
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	235 264	418 611	105 518	524 129
Excédent de fonctionnement affecté	24	1 374 616	1 196 825	38 669	1 235 494
Réserves financières et fonds réservés	25	35 720	34 130		34 130
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	26	()	()	()	()
Financement des investissements en cours	27	6 904	(132 820)	(155 251)	(288 071)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	28	5 311 263	5 765 494	479 829	6 245 323
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	29	()	()	()	()
	30	6 963 767	7 282 240	468 765	7 751 005

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	Réalizations 2014		Réalizations 2015		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	248 321	318 473	(1 535)	316 938
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	284 654	343 050	93 687	436 737
Autres					
- Gain (Perte) sur cession d'imm	3		(239)		(239)
-	4				
	5	532 975	661 284	92 152	753 436
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(7 484)	167 031	(91 666)	75 365
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	12 373	75 370	39 064	114 434
Revenus reportés	9	1 356	(3 158)		(3 158)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10				
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	(20 358)	965	(6 156)	(5 191)
Autres actifs non financiers	13	188	(7 907)	(113)	(8 020)
	14	519 050	893 585	33 281	926 866
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	710 205 ) (	803 544 ) (	193 337 ) (	996 881)
Produit de cession	16		261	579	840
	17	(710 205)	(803 283)	(192 758)	(996 041)
Activités de placement					
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 () () () ()
Remboursement ou cession	19				
Autres placements de portefeuille					
Acquisition	20 (	) (	) (	8 565 ) (	8 565)
Cession	21				
Variation nette des placements temporaires	22				
	23			(8 565)	(8 565)
Activités de financement (note 23)					
Émission de dettes à long terme	24	396 380	250 791		250 791
Remboursement de la dette à long terme	25 (	274 790 ) (	244 550 ) (	53 436 ) (	297 986)
Variation nette des emprunts temporaires	26			217 088	217 088
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	1 590	1 590	2 114	3 704
Autres					
-	28				
-	29				
	30	123 180	7 831	165 766	173 597
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	(67 975)	98 133	(2 276)	95 857
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 331 839	1 263 864	2 461	1 266 325
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	1 263 864	1 361 997	185	1 362 182

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		<u>Réalisations 2014</u>	<u>Budget 2015</u>	<u>Réalisations 2015</u>		
		<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Administration</u>	<u>Organismes</u>	<u>Total</u>
		<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>municipale</u>	<u>contrôlés</u>	<u>consolidé</u> ¹
Rémunération	1	865 342	940 000	890 182	112 228	1 002 410
Charges sociales	2	153 401	177 950	159 208	22 737	181 945
Biens et services	3	1 360 341	1 655 900	1 312 645	451 723	1 764 368
Frais de financement						
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge						
De l'organisme municipal	4	38 627	31 800	33 515	26 346	59 861
D'autres organismes municipaux	5					
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6					
D'autres tiers	7					
Autres frais de financement	8	1 590		1 590	884	2 474
Contributions à des organismes						
Organismes municipaux						
Quotes-parts	9	561 586	609 000	597 212		240 354
Autres	10					
Autres organismes	11	114 838	90 200	107 904		107 904
Amortissement des immobilisations	12	284 654	227 850	343 050	93 687	436 737
Autres						
- Réclamation dommage et intérêt	13		1 000			
- Mauvaises créances	14			975		975
-	15					
	16	3 380 379	3 733 700	3 446 281	707 605	3 797 028

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalizations	
			2015	2014
Revenus				
Taxes	1	2 702 800	2 769 168	2 722 171
Compensations tenant lieu de taxes	2	193 000	196 560	196 684
Quotes-parts	3			
Transferts	4	588 905	428 556	314 538
Services rendus	5	517 839	534 973	498 235
Imposition de droits	6	154 000	143 409	145 832
Amendes et pénalités	7	5 500	11 517	8 433
Intérêts	8	16 897	27 045	28 178
Autres revenus	9		2 738	2 847
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10			
	11	4 178 941	4 113 966	3 916 918
Charges				
Administration générale	12	878 745	717 758	697 363
Sécurité publique	13	495 837	523 341	525 348
Transport	14	1 248 424	1 164 853	1 146 234
Hygiène du milieu	15	739 828	681 393	584 539
Santé et bien-être	16	17 880	20 086	16 553
Aménagement, urbanisme et développement	17	305 470	270 686	259 842
Loisirs et culture	18	377 388	356 576	315 431
Réseau d'électricité	19			
Frais de financement	20	61 113	62 335	70 265
	21	4 124 685	3 797 028	3 615 575
Excédent (déficit) de l'exercice	22	54 256	316 938	301 343
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		7 434 067	7 132 724
Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		7 434 067	7 132 724
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		7 751 005	7 434 067

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Budget 2015	Réalisations	
			2015	2014
Excédent (déficit) de l'exercice	1	54 256	316 938	301 343
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	1 031 446 ) (	996 881 ) (	846 562)
Produit de cession	3		840	
Amortissement	4	312 610	436 737	359 621
(Gain) perte sur cession	5		(239)	
Réduction de valeur / Reclassement	6			
	7	(718 836)	(559 543)	(486 941)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(5 191)	(19 930)
Variation des autres actifs non financiers	10		(8 021)	402
	11		(13 212)	(19 528)
	12	(664 580)	(255 817)	(205 126)
Gains (pertes) de réévaluation nets	13			
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	14	(664 580)	(255 817)	(205 126)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	15		(455 695)	(250 569)
Redressement aux exercices antérieurs (note 20) / Reclassement de propriétés destinées à la revente	16			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	17		(455 695)	(250 569)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	18		(711 512)	(455 695)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	598 856	508 359
Placements temporaires	2	763 326	757 966
Débiteurs (note 5)	3	486 297	561 662
Prêts (note 6)	4		
Placements de portefeuille (note 7)	5	93 240	84 674
Participations dans des entreprises municipales	6		
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	1 941 719	1 912 661
PASSIFS			
Découvert bancaire	10		
Emprunts temporaires (note 10)	11	217 088	
Créditeurs et charges à payer (note 11)	12	372 829	258 393
Revenus reportés (note 12)	13	21 118	24 276
Dette à long terme (note 13)	14	2 042 196	2 085 687
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15		
	16	2 653 231	2 368 356
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE) (note 14)	17	(711 512)	(455 695)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 15)	18	8 303 206	7 743 663
Propriétés destinées à la revente (note 16)	19		
Stocks de fournitures	20	131 284	126 092
Autres actifs non financiers (note 17)	21	28 027	20 007
	22	8 462 517	7 889 762
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	7 751 005	7 434 067

Obligations contractuelles (note 18)

Éventualités (note 19)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	316 938	301 343
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	436 737	359 621
Autres			
- Gain (Perte) sur cession d'imm	3	(239)	
-	4		
	5	753 436	660 964
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	75 365	4 319
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	114 434	(343)
Revenus reportés	9	(3 158)	1 356
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10		
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(5 191)	(19 930)
Autres actifs non financiers	13	(8 020)	402
	14	926 866	646 768
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(996 881)	(846 562)
Produit de cession	16	840	
	17	(996 041)	(846 562)
Activités de placement			
Prêts, placements de portefeuille à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	()	()
Remboursement ou cession	19		
Autres placements de portefeuille			
Acquisition	20	(8 565)	()
Cession	21		(31 776)
Variation nette des placements temporaires	22		
	23	(8 565)	(31 776)
Activités de financement (note 23)			
Émission de dettes à long terme	24	250 791	473 719
Remboursement de la dette à long terme	25	(297 986)	(349 406)
Variation nette des emprunts temporaires	26	217 088	
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	27	3 704	4 857
Autres			
-	28		
-	29		
	30	173 597	129 170
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	31	95 857	(102 400)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	32	1 266 325	1 368 725
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice (note 23)	33	1 362 182	1 266 325

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

1. Statut de l'organisme municipal

La municipalité est un organisme municipal constitué en vertu du Code municipal de la province de Québec. Elle est dirigée par un conseil.

2. Principales méthodes comptables

Les états financiers [consolidés] sont dressés conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public. L'utilisation de toute autre source de principes comptables généralement reconnus doit être cohérente avec ces normes.

Ils contiennent certaines informations financières établies à des fins fiscales conformément au *Manuel de la présentation de l'information financière municipale* publié par le ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire. Celles-ci comprennent l'excédent (déficit) de l'exercice à des fins fiscales [par organismes] présenté aux pages S15 et S16, la ventilation de l'excédent (déficit) accumulé [consolidé] à des fins fiscales présentée aux pages S23-1 et S23-2 et l'endettement total net à long terme [consolidé] présenté à la page S25.

Les principales méthodes comptables sont les suivantes :

A) Périmètre comptable et partenariat

Le périmètre comptable de la municipalité englobe les opérations financières des organismes qui sont sous son contrôle, ce qui équivaut à la part sous son contrôle dans le cas des partenariats. La municipalité participe au partenariat suivant : la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre (RIDL).

Les comptes de la municipalité et des autres organismes compris dans le périmètre comptable, sont consolidés ligne par ligne dans les états financiers, proportionnellement à la quote-part revenant à la municipalité dans le cas d'un partenariat. Ainsi, les comptes sont harmonisés selon les méthodes comptables de la municipalité et combinés ligne par ligne et les opérations et les soldes interorganismes sont éliminés.

Le taux de participation de la municipalité dans les opérations de la RIDL pour l'exercice est de 11,5863%.

La RIDL administre l'entente de gestion des déchets solides signée par douze municipalités locales dont la municipalité de Notre-Dame-du-Laus.

L'expression « Administration municipale » utilisée réfère à la municipalité de Notre-Dame-du-Laus excluant les organismes qu'elle contrôle.

B) Comptabilité d'exercice

La comptabilisation des transactions aux livres de la municipalité s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les éléments présentés à titre d'actifs, de passifs, de revenus et de charges sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

Estimations comptables

La préparation des états financiers de l'organisme, conformément aux Normes comptables canadiennes pour le secteur public, exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses. Celles-ci ont une incidence à l'égard de la comptabilisation des actifs et passifs, de la présentation des actifs et passifs éventuels à la date des états

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

financiers ainsi que de la comptabilisation des revenus et des charges au cours de la période visée par les états financiers. Les résultats réels peuvent différer des prévisions établies par la direction.

Les principales estimations comprennent la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée d'utilité des immobilisations, les provisions à l'égard des salaires et avantages sociaux, du passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement, du passif aux titres des sites contaminés, des contestations d'évaluation et des réclamations en justice et les hypothèses actuarielles liées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

C) Actifs financiers

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La municipalité et la Régie présentent dans la trésorerie et équivalents de trésorerie, les soldes bancaires incluant les découverts bancaires dont les soldes fluctuent entre le découvert et le disponible. L'emprunt bancaire représentant la marge de crédit n'est pas inclus dans la trésorerie et les équivalents de trésorerie, il est considéré comme une activité de financement.

Placements

Les placements temporaires et les placements à long terme à des fins de trésorerie sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

Les placements à long terme sont présentés au coût et dépréciés lors d'une baisse durable de valeur.

D) Passifs

Dettes à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais reportés à l'état de la situation financière.

Frais reportés liés à la dette à long terme

Les frais d'émission liés à la dette à long terme sont reportés et amortis sur la durée de chaque emprunt concerné selon la méthode linéaire. Le solde non amorti est inclus aux frais reportés liés à la dette à long terme. La dette à long terme est présentée nette de ces frais à l'état de la situation financière.

E) Actifs non financiers

Frais payés d'avance

Les frais payés d'avance représentent des débours effectués avant la fin de l'exercice financier pour des services dont la municipalité et ses organismes contrôlés bénéficieront au cours des prochains exercices financiers. Ces frais seront imputés aux charges au moment où la municipalité et ses organismes contrôlés bénéficieront des services acquis.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Les stocks détenus par la Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre sont constitués de bacs et de matières recyclables et de produits chimiques. Ils sont évalués au moindre du coût et de la valeur de réalisation nette. Le coût est déterminé selon la méthode de l'épuisement successif.

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations de la municipalité sont comptabilisées au coût. Elles sont amorties en fonction de leur durée de vie utile respective selon la méthode de l'amortissement dégressif selon les taux ci-bas et les immobilisations sont présentées au coût amorti. Les acquisitions d'immobilisations au moyen de contrats de crédit-bail sont comptabilisées comme des additions aux immobilisations à la valeur actualisée des paiements mensuels plus la valeur d'acquisition à la fin du contrat.

Infrastructures: 2,5 % et 5 %
Bâtiments: 2,5 %
Véhicules: 20 %
Ameublement et équipements de bureau: 10 % et 30 %
Machinerie, outillage et équipements: 10 %

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

La dépense d'amortissement est portée en diminution de l'excédent de l'exercice. Toutefois, celle-ci est redressée et n'a aucun impact sur l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales. De plus, elle est également débitée au poste d'investissement net dans les éléments à long terme.

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative, selon la méthode de l'amortissement linéaire et selon les périodes suivantes:

Infrastructure - Chemins : 40 ans
Infrastructure - Autres - Site d'enfouissement actif : 40 ans
Infrastructure - Autres - Conduite d'égoût : 40 ans
Infrastructure - Plate-forme de compostage : 40 ans
Infrastructure - Autres - Bassin d'accumulation, enclos des cendres et usine de traitement des eaux : 30 ans
Infrastructure - Autres - Cellules d'enfouissement : 5 ans
Bâtiments : 40 ans
Ameublement et équipements de bureau : 10 ans
Machinerie, outillage et équipements divers - Véhicules lourds, balance et système de captation Biogaz : 20 ans
Machinerie, outillage et équipements divers - Équipements, enseignes, équipements informatiques et équipements téléphoniques : 10 ans
Aire de stationnement (asphalte) : 5 ans

Les immobilisations en cours de réalisation ne sont amorties qu'à compter du moment où elles sont utilisées pour la production de biens ou la prestation de services.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

La dépense d'amortissement est portée en diminution de l'excédent de l'exercice. Toutefois, celle-ci est redressée et n'a aucun impact sur l'excédent de fonctionnement à des fins fiscales. De plus, elle est également débitée au poste d'investissement net dans les éléments à long terme.

F) Revenus de transfert

Les subventions en provenance des gouvernements ou autres organismes sont constatées et comptabilisées aux revenus dans l'année financière au cours de laquelle elles sont autorisées par le cédant et que les critères d'admissibilité ont été respectés par la municipalité ou la Régie, sauf dans la mesure où, les stipulations de l'accord créent une obligation répondant à la définition d'un passif. La municipalité ou la Régie comptabilise alors un revenu reporté qui est amorti au fur et à mesure que les stipulations sont respectées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

G) Avantages sociaux futurs

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et frais courus pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le Régime enregistré d'épargne-retraite (REER) offert par la Régie est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

H) Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir

N/A

I) Instruments financiers

N/A

J) Autres éléments

Constatation des produits autres que les revenus de transferts

La municipalité et ses organismes contrôlés constatent leurs produits lorsqu'il existe une preuve suffisante qu'une entente est survenue, que les services ont été rendus et qu'il n'y a aucune incertitude quant à leur acceptation, que le montant de la vente est fixé ou mesurable et que le recouvrement est raisonnablement assuré.

3. Modification de méthodes comptables

Le 1er janvier 2015, l'organisme a adopté les recommandations du nouveau chapitre SP 3260 « Passif au titre des sites contaminés ». Ce nouveau chapitre établit les normes sur la façon de comptabiliser et de présenter un passif au titre des sites contaminés. Un passif au titre des sites contaminés doit être comptabilisé lorsque tous les critères de comptabilisation écrits dans les normes sont respectés.

L'adoption de cette norme n'a eu aucun effet sur les états financiers.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
4. Encaisse et placements affectés		
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :		
Encaisse	1	
Placements temporaires	2	763 326
Placements de portefeuille	3	93 240
		528 616
		84 674
Note		
Le dépôt à terme de la RIDL porte intérêts au taux de 3,14% et vient à échéance en juillet 2016, il est affecté au passif au titre des frais de fermeture.		
5. Débiteurs		
Taxes municipales	4	118 086
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	266 374
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	34 555
Organismes municipaux	8	330
Autres		
- Comptes - clients	9	14 029
- Sommes à recouvrir et intérêts	10	52 923
	11	486 297
		131 374
		292 171
		68 103
		4 651
		61 513
		3 850
		561 662
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	
Organismes municipaux	13	
Autres tiers	14	
	15	
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	
Note		
N/A		
6. Prêts		
Prêts à un office d'habitation	17	
Prêts à un fonds d'investissement	18	
Autres		
-	19	
-	20	
	21	
Note		
N/A		
7. Placements de portefeuille		
Placements à titre d'investissement	22	
Autres placements	23	93 240
	24	93 240
		84 674
		84 674
Note		
Le dépôt à terme porte intérêts au taux de 3,14% et vient à échéance en juillet 2016, il est affecté au passif au titre des frais de fermeture.		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014
8. Avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26 (_____)	(_____)
	27	
Charge de l'exercice		
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	
Régimes à cotisations déterminées	30	
Autres régimes (REER et autres)	31 21 824	18 318
Régimes de retraite des élus municipaux	32	
	33	
	<u>21 824</u>	<u>18 318</u>

Se référer à la section «Autres renseignements complémentaires» pour plus de détails.

Note

N/A

9. Autres actifs financiers

Propriétés destinées à la revente (note 16)	34	
Autres	35	
	36	

Note

N/A

10. Emprunts temporaires

La municipalité de Notre-Dame-du-Laus dispose d'une marge de crédit autorisée de 200 000 \$ et porte intérêts au taux préférentiel de l'institution financière; à la date des états financiers le taux était de 2,7 % et la marge de crédit n'était pas utilisée.

La Régie dispose de deux marges de crédit autorisées de 2 500 000 \$ et de 4 500 000 \$ (part de la municipalité : 289 657 \$ et 521 383 \$) portant intérêts aux taux préférentiel et renouvelable en juin 2021. Au 31 décembre 2015, le taux préférentiel était de 2,7 %.

11. Crédoeurs et charges à payer

Fournisseurs	37	180 213	97 815
Salaires et avantages sociaux	38	50 566	46 174
Dépôts et retenues de garantie	39	7 366	29 339
Provision pour contestations d'évaluation	40		
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41	56 812	47 768
Frais d'assainissement des sites contaminés	42		
Autres			
- Gouvernement du Québec	43	37 388	15 040
- Gouvernement du Canada	44	8 654	8 723
- Organismes municipaux	45		4 205
- Intérêts courus	46	8 530	9 329
- Autres courus et passifs	47	23 300	
	48	<u>372 829</u>	<u>258 393</u>

Note

Passifs liés aux activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement

Lieu d'enfouissement technique (LET)

En vertu de lois environnementales, un passif doit être constaté dans les états financiers de la RDIL au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement. Ce passif est constaté en fonction de la capacité utilisée du site

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

d'enfouissement.

Selon l'évaluation des coûts post-fermeture réalisé en 2015, la capacité résiduelle du site est estimée à 170 713 mètres cubes (part de la municipalité 19 779 mètres cubes) au 31 décembre 2015, donc considérant une activité annuelle de 21 339 mètres cubes (part de la municipalité 2 472 mètres cubes) la durée de vie résiduelle du site est de 8 ans. Ainsi, la Régie devra commencer la gestion post-fermeture du site à partir de 2024. Un montant de 39 600 \$ (part de la municipalité 4 588 \$) est anticipé pour la réalisation des activités que comportent la gestion post-fermeture du site. Considérant que la période post-fermeture est de 30 ans, un taux d'inflation de 2 % et un taux d'actualisation de 3 %, le coût de ces activités évalué en fonction des déboursés totaux prévus actualisés au 1er janvier 2024 représente une somme de 1 286 851 \$ (part de la municipalité 149 098 \$).

Cette somme actualisée au 1er janvier 2016 à un taux de 3 % représente un total de 1 015 852 \$ (part de la municipalité 117 700 \$) pour une capacité de 330 000 mètres cubes (part de la municipalité 38 235 mètres cubes), soit 3,0783 \$ par mètre cube (part de la municipalité 0.35 \$). Au 31 décembre 2015, 159 287 mètres cubes (part de la municipalité 18 455 mètres cubes) ont été utilisés ce qui représente un montant de 490 340 \$ (part de la municipalité 56 812 \$) qui a été comptabilisé à titre de passif aux états financiers. La décharge a donc au 31 décembre 2015 une capacité inutilisée de 170 713 mètres cubes (part de la municipalité 19 779 mètres cubes).

Le placement à long terme totalisant 804 741 \$ (part de la municipalité 93 240 \$) est affecté au passif au titre des activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement.

12. Revenus reportés

Taxes perçues d'avance	49	21 118	24 276
Transferts	50		
Autres			
-	51		
-	52		
	53	21 118	24 276

Note

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

						2015	2014
13. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,75	5,67	2017	2042	54	1 815 585	2 105 197
Obligations et billets en monnaies étrangères					55		
Gains (pertes) de change reportés					56		
					57		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises					58		
Organismes municipaux					59		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2,95	2,95	2020	2020	60	242 417	
Autres					61		
					62	2 058 002	2 105 197
Frais reportés liés à la dette à long terme					63	(15 806)	(19 510)
					64	2 042 196	2 085 687

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2015
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres				
2016	65	73	246 273	81	61 211	90	98	307 484
2017	66	74	671 889	82	49 602	91	99	721 491
2018	67	75	678 695	83	51 085	92	100	729 780
2019	68	76	63 679	84	52 613	93	101	116 292
2020	69	77	155 049	85	45 896	94	102	200 945
2021 et +	70	78		86		95	103	
	71	79	1 815 585	87	260 407	96	104	2 075 992
Intérêts et frais accessoires				88	(17 990)		105	(17 990)
	72	80	1 815 585	89	242 417	97	106	2 058 002

Note

Les versements estimatifs sur la dette à long terme comprennent les versements exigibles, de même que les soldes à renouveler.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
14. Actifs financiers nets (dette nette)		
Revenant à (à la charge de)		
L'organisme municipal	107	(604 636)
Tiers		(455 695)
Gouvernement du Québec - revenus futurs découlant d'ententes	108	
Autres	109	(106 876)
	110	(711 512)
	(711 512)	(455 695)
Note		
N/A		

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

15. Immobilisations		Solde au début		Addition		Cession / Ajustement		Solde à la fin
COÛT								
Infrastructures								
Eau potable	111	139		166		193		
Eaux usées	112	140		167		194		
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	113	4 745 282	141	104 423	168	195	4 849 705	
Autres	114	1 961 370	142	38 631	169	(185 716)	2 185 717	
Réseau d'électricité	115		143		170			197
Bâtiments	116	1 468 032	144	22 849	171		1 490 881	198
Améliorations locatives	117		145		172			199
Véhicules	118	1 604 539	146	281 366	173	3 001	1 882 904	200
Ameublement et équipement de bureau	119	282 385	147	24 381	174		306 766	201
Machinerie, outillage et équipement divers	120	955 212	148	49 711	175	2	1 004 921	202
Terrains	121	194 151	149	5 130	176	14 515	184 766	203
Autres	122	7 258	150	2 554	177	(14 516)	24 328	204
	123	<u>11 218 229</u>	151	<u>529 045</u>	178	<u>(182 714)</u>	<u>11 929 988</u>	205
Immobilisations en cours	124	<u>140 926</u>	152	<u>467 836</u>	179	<u>186 295</u>	<u>422 467</u>	206
	125	<u>11 359 155</u>	153	<u>996 881</u>	180	<u>3 581</u>	<u>12 352 455</u>	207
AMORTISSEMENT CUMULÉ								
Infrastructures								
Eau potable	126		154		181			208
Eaux usées	127		155		182			209
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	128	968 143	156	95 814	183		1 063 957	210
Autres	129	469 160	157	93 295	184		562 455	211
Réseau d'électricité	130		158		185			212
Bâtiments	131	415 301	159	31 808	186		447 109	213
Améliorations locatives	132		160		187			214
Véhicules	133	939 412	161	161 158	188	2 979	1 097 591	215
Ameublement et équipement de bureau	134	233 195	162	13 618	189		246 813	216
Machinerie, outillage et équipement divers	135	588 958	163	40 605	190		629 563	217
Autres	136	1 323	164	439	191	1	1 761	218
	137	<u>3 615 492</u>	165	<u>436 737</u>	192	<u>2 980</u>	<u>4 049 249</u>	219
VALEUR COMPTABLE NETTE	138	<u>7 743 663</u>					<u>8 303 206</u>	220
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations								
Coût	221		224	251 210	226		251 210	228
Amortissement cumulé	222	()	225	(25 121)	227	()	(25 121)	229
Valeur comptable nette	223						<u>226 089</u>	230

Note

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	2015	2014	
16. Propriétés destinées à la revente			
Immeubles de la réserve foncière	231		
Immeubles industriels municipaux	232		
Autres	233		
	234		
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	235		
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste «Propriétés destinées à la revente»	236		
Note			
N/A			
17. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	237	28 027	20 007
Frais reportés			
-	238		
-	239		
	240	28 027	20 007
Note			
N/A			

18. Obligations contractuelles

Conformément à des contrats de location-exploitation à long terme expirant en 2019, la municipalité loue un photocopieur. Les paiements minimums exigibles au cours des prochains exercices aux termes de ces contrats sont les suivants:

2016 - 3 049 \$
 2017 - 3 049 \$
 2018 - 3 049 \$
 2019 - 3 049 \$

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

En vertu d'un contrat renouvelable échéant en décembre 2018, la Régie s'est engagée à verser annuellement 1 879 990 \$ (part de la municipalité 217 821 \$) (avant taxes et clauses d'ajustement), pour des services de collecte des matières résiduelles, des matières recyclables et des matières organiques.

En vertu d'un contrat renouvelable échéant en décembre 2016, la Régie s'est engagée à versé 549 \$ par voyage (part de la municipalité de 64 \$) avant taxes pour le transport de matières recyclables.

En vertu d'un contrat renouvelable échéant en décembre 2017, la Régie s'est engagée à versé 677 \$ par voyage (part de la municipalité de 78 \$) avant taxes pour la collecte de matelas.

En vertu d'un contrat renouvelable échéant en décembre 2017, la Régie s'est engagée à versé 7,45 \$ par unité (part de la municipalité de 0,86 \$) avant taxes pour le traitement de matelas.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

La Régie s'est engagée en vertu d'une entente en janvier 2013 à avril 2017 envers un centre de tri à acheminer exclusivement à celui-ci les matières recyclables d'origine domestique. La Régie s'est engagée à verser la somme de 20 652 \$ (part de la municipalité de 2 393 \$) avant le 1er mars de chaque année civile à partir de 2013 et ce, pour toute la durée de l'entente, de même qu'à verser un montant de 32 094 \$ (part de la municipalité de 3 719 \$) sur demande du conseil d'administration le 1er mars de chaque année civile à partir de 2013 et ce, pour toute la durée de l'entente afin de combler tout manque à gagner éventuel du centre de tri.

La Régie s'est engagée pour une période de 3 ans, renouvelable annuellement, à partir de 2014 à envoyer les cendres à la Ferme F.P. Raymond SENC au coût de 8 \$ (part de la municipalité de 0,93 \$) par tonne de cendres. De plus, la Régie versera 3 \$ (part de la municipalité de 0,35 \$) par tonne de cendres à Bélanger Agro-Consultants, de même qu'un montant de 5 000 \$ (part de la municipalité de 579 \$) par année pour la gestion du projet de valorisation des cendres.

19. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

N/A

b) Auto-assurance

N/A

c) Poursuites

N/A

d) Autres

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

20. Redressement aux exercices antérieurs

N/A

21. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les organismes contrôlés, incluant la part qui lui revient dans les budgets des partenariats auxquels la municipalité participe, après élimination des opérations réciproques.

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

L'état des résultats et l'état de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette) comportent une comparaison avec le budget adopté par la Régie.

22. Instruments financiers

N/A

23. Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de :

		2015		2014
Encaisse	241	598 856		508 359
Découvert bancaire	242	()	()	()
Placements temporaires	243	763 326		757 966
<i>Ajouter</i>				
-	244			
-	245			
-	246			
-	247			
<i>Déduire</i>				
-	248	()	()	()
-	249	()	()	()
-	250	()	()	()
-	251	()	()	()
-	252	()	()	()
-	253	()	()	()
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice	254	1 362 182		1 266 325

Remboursement de la dette à long terme inscrit dans les flux de trésorerie ayant fait l'objet d'un refinancement au cours de l'exercice

255

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

N/A

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

24. Fonds local d'investissement

	2015	2014
RÉSULTATS		
Revenus		
Revenus sur les placements de portefeuille	256	
Revenus sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement	257	
Autres revenus	258	
	259	
Charges		
Créances douteuses		
Radiation de prêts et de placements de portefeuille	260	
Variation de la provision pour moins-value	261	
	262	
Autres charges	263	
	264	
Excédent (déficit) de l'exercice	265	

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE

Actifs			
Encaisse	266		
Placements de portefeuille	267		
Débiteurs	268		
Prêts aux entreprises et placements de portefeuille à titre d'investissement	269		
Provision pour moins-value	270	()	()
	271		
	272		
Passifs			
Créditeurs et charges à payer	273		
Revenus reportés	274		
Dettes à long terme	275		
	276		
Solde du Fonds local d'investissement	277		

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	278
Supportant les engagements de prêts	279
Supportant les garanties de prêts	280
	281

Note sur les prêts aux entreprises et les placements de portefeuille à titre d'investissement, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les éventualités relatives aux garanties de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

25. Fonds local de solidarité**2015****2014****RÉSULTATS****Revenus**

Revenus sur les placements de portefeuille	282
Revenus sur les prêts aux entreprises	283
Autres revenus	284
	<hr/> 285 <hr/>

Charges

Créances douteuses	
Radiation de prêts	286
Variation de la provision pour moins-value	287
	<hr/> 288 <hr/>
Intérêts sur la dette à long terme	289
Autres charges	290
	<hr/> 291 <hr/>

Excédent (déficit) de l'exercice	292
---	------------

SITUATION FINANCIÈRE AU 31 DÉCEMBRE**Actifs**

Encaisse	293		
Placements de portefeuille	294		
Débiteurs	295		
Prêts aux entreprises	296		
Provision pour moins-value	297	() (
	<hr/> 298 <hr/>		
	299		

Passifs

Créditeurs et charges à payer	300
Revenus reportés	301
Dette à long terme	302
	<hr/> 303 <hr/>

Solde du Fonds local de solidarité

Excédent affecté aux prêts aux entreprises	304
Excédent (déficit) non affecté	305
	<hr/> 306 <hr/>

VENTILATION DE L'ENCAISSE ET DES PLACEMENTS DE PORTEFEUILLE

Libres	307
Supportant les engagements de prêts	308
	<hr/> 309 <hr/>

Note sur les prêts aux entreprises, y compris leur radiation s'il y a lieu

Note sur la dette à long terme

Note sur les obligations contractuelles relatives aux engagements de prêts

Note sur les autres revenus et les autres charges

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 524 129	305 153
Excédent de fonctionnement affecté	2 1 235 494	1 474 259
Réserves financières et fonds réservés	3 34 130	35 720
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	4 () ()	() ()
Financement des investissements en cours	5 (288 071)	(19 650)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	6 6 245 323	5 638 585
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	7	8
	8 7 751 005	7 434 067
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Administration municipale	9 418 611	235 264
Organismes contrôlés	10 105 518	69 889
	11 524 129	305 153
Excédent de fonctionnement affecté		
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Affecté exercice suivant	12 87 500	360 000
-	13	
- Développement récréo- Brookfie	14 354 530	351 811
- Réforme cadastrale	15 10 000	10 000
- Réseau routier	16 125 089	100 000
- Infrastructure	17 619 706	406 805
-	18	
- Centre des loisirs	19	146 000
-	20	
	21 1 196 825	1 374 616
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés		
-	22	
- Terrain	23 17 611	23 173
- Autres	24 21 058	76 470
	25 38 669	99 643
	26 1 235 494	1 474 259
Réserves financières et fonds réservés		
Réserves financières		
-	27	
-	28	
-	29	
-	30	
-	31	
	32	
Fonds réservés		
Fonds de roulement	33	
Fonds parcs et terrains de jeux	34	
Fonds - Réfection et entretien de certaines voies publiques	35 7 280	7 280
Société québécoise d'assainissement des eaux	36	
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	37 15 853	15 853
Financement des activités de fonctionnement	38 10 997	12 587
Fonds local d'investissement	39	
Fonds local de solidarité	40	
Autres	41	
-	42	
-	43	
-	44	
	45 34 130	35 720
	46 34 130	35 720

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	47 () ()	()
Intérêts sur la dette à long terme	48 () ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	49 () ()	()
Régimes non capitalisés	50 () ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	51 () ()	()
Autres	52 () ()	()
Régimes non capitalisés	53 () ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	54 () ()	()
Frais d'assainissement des sites contaminés	55 () ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	56 () ()	()
Utilisation du fonds de roulement	57 () ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	58 () ()	()
Autres	59 () ()	()
-	60 () ()	()
-	61 () ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	62 () ()	()
Autre financement	63 () ()	()
	64 () ()	()
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	65 6 904	6 904
Investissements à financer	66 (294 975) ()	(26 554)
	67 (288 071)	(19 650)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Éléments d'actif		
Immobilisations	68 8 303 206	7 743 663
Propriétés destinées à la revente	69	
Prêts	70	
Placements à titre d'investissement	71	
Participations dans des entreprises municipales	72	
	73 8 303 206	7 743 663
Éléments de passif correspondant		
Dette à long terme	74 2 042 196	2 085 687
Frais reportés liés à la dette à long terme	75 15 806	19 510
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	76 () ()	()
Dettes aux fins des activités de fonctionnement	77 () ()	()
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	78 () ()	()
	79 2 058 002	2 105 197
Dette en cours de refinancement et autres éléments	80 (119)	(119)
	81 2 057 883	2 105 078
	82 6 245 323	5 638 585

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 _____	2 _____	3 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2015	2014
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 _____	
Charge de l'exercice	5 (_____)	(_____)
Cotisations versées par l'employeur	6 _____	_____
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 _____	
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 _____	_____
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 _____	_____
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 _____	_____
Provision pour moins-value	13 (_____)	(_____)
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 _____	_____
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 _____	_____
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 _____	_____
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (_____)	(_____)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (_____)	(_____)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 _____	_____
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 _____	_____
Cotisations salariales des employés	21 _____	_____
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	22 (_____)	(_____)
	23 (_____)	(_____)
	24 _____	_____
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	25 _____	_____
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	26 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	27 _____	_____
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	28 _____	_____
Variation de la provision pour moins-value	29 _____	_____
Autres	30 _____	_____
-	31 _____	_____
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 _____	_____
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 _____	_____
Rendement espéré des actifs	34 (_____)	(_____)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 _____	_____
Charge de l'exercice	36 _____	_____

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014
Informations complémentaires		
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(_____) (_____)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40	
Prestations versées au cours de l'exercice	41	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43	
Valeur des obligations implicites comprises dans la valeur des obligations présentée à la ligne 9		
À titre de réserve pour abolition d'indexation excédentaire	44	
Pour le fonds de stabilisation et la réserve liée à la PED	45	
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	46	
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation		
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)		
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	47	% %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	48	% %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	49	% %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	50	% %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	51	% %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	52	% %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	53	
Autres hypothèses économiques		
-	54	
-	55	

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite	Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	56 _____	57 _____	58 _____

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

S/O

	2015	2014
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	59 (_____) (_____)	
Charge de l'exercice	60 (_____) (_____)	
Prestations ou primes versées par l'employeur	61 _____	
Passif à la fin de l'exercice	62 (_____) (_____)	
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	63 (_____) (_____)	
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	64 _____	
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	65 (_____) (_____)	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	2015	2014	
Charge de l'exercice			
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	66		
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	67		
	68		
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	69	()	
	70		
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	71		
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	72		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	73		
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	74		
Autres			
-	75		
-	76		
Charge de l'exercice excluant les intérêts	77		
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	78		
Charge de l'exercice	79		
Informations complémentaires			
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	80		
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	81		
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation			
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	82	%	%
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	83	%	%
Taux d'inflation (fin d'exercice)	84	%	%
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	85	%	%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	86	%	%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	87		
Autres hypothèses économiques			
-	88		
-	89		

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 90 _____

Description des régimes et autres renseignements

S/O

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur	91	

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 92 2

Description des régimes et autres renseignements

La municipalité verse pour sa directrice générale un pourcentage déterminé de 4 %. Pour les autres employés réguliers le pourcentage est fixé à 2 % mais pour 2015 le taux a été augmenté à 3 % conditionnellement à ce que le salarier verse 2 % dans son REER. Les employés sont libres de cotiser le montant qu'ils désirent. La charge des cotisations versées est imputée dans les postes de charges.

Régie intermunicipale des déchets de la Lièvre

REER collectif avec contributions conjointes (employés-employeur)

	2015	2014
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 93	21 824	18 318

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM)

94 Oui
 95 Non

Nombre d'élus participants actifs à la fin de l'exercice 96 2015 2014

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (chapitre R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

	<u>2015</u>	<u>2014</u>
Cotisations des élus au RREM	97	
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM	98	
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM	99	
	100	

Note
S/O

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2015

Administration municipale		
Dettes à long terme	1	1 171 578
Ajouter		
Activités d'investissement à financer	2	139 724
Activités de fonctionnement à financer	3	
Dettes en cours de refinancement	4	
Autres		
-	5	
-	6	
Déduire		
Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
Excédent accumulé	7	
Débiteurs	8	
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	9	
Autres montants	10	
Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	11	
Autres		
-	12	
-	13	
Endettement net à long terme de l'administration municipale	14	1 311 302
Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	15	1 041 675
Endettement net à long terme	16	2 352 977
Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes		
Municipalité régionale de comté	17	171 312
Communauté métropolitaine	18	
Autres organismes	19	
Endettement total net à long terme	20	2 524 289
Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	21	
Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	22	2 524 289
Endettement total net à long terme lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	23	
Endettement total net à long terme lié aux parcs éoliens et aux centrales hydroélectriques (inclus à la ligne 22 ci-dessus)	24	

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations	
TAXES	2015	2015	2015	2014	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	2 185 600	2 239 349	2 239 349	2 189 089
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5				
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	2 185 600	2 239 349	2 239 349	2 189 089
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10				
Égout	11				
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	356 000	359 665	359 665	341 163
Autres					
-Service de la dette - Chemin	14		4 625	4 625	4 625
-Numérotation civique	15		1 600	1 600	560
-Compensation roulotte	16	45 000	42 900	42 900	43 520
Centres d'urgence 9-1-1	17		8 105	8 105	8 741
Service de la dette	18	110 200	112 924	112 924	134 473
Activités de fonctionnement	19	6 000			
Activités d'investissement	20				
	21	517 200	529 819	529 819	533 082
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	517 200	529 819	529 819	533 082
	26	2 702 800	2 769 168	2 769 168	2 722 171

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
COMPENSATIONS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	2 840	2 869	1 825
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	160	330	480
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	185 000	185 355	185 355
	31	188 000	188 554	187 660
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32			
Cégeps et universités	33			
Écoles primaires et secondaires	34	4 000	7 604	8 620
	35	4 000	7 604	8 620
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
	39			
	40	192 000	196 158	196 280
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	41	840	72	84
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	42	160	330	320
Taxes d'affaires	43			
	44	1 000	402	404
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	45			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	46			
	47			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	48			
Autres	49			
	50			
	51	193 000	196 560	196 684

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	52		713	713
Sécurité publique				
Police	53			
Sécurité incendie	54			
Sécurité civile	55			
Autres	56			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	57	113 100	93 460	111 411
Enlèvement de la neige	58	60 900	65 194	68 067
Autres	59			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	60			
Transport adapté	61			
Transport scolaire	62			
Autres	63			
Transport aérien	64			
Transport par eau	65			
Autres	66			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	67			
Réseau de distribution de l'eau potable	68			
Traitement des eaux usées	69			
Réseaux d'égout	70			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	71		516	
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	72		516	
Tri et conditionnement	73	8 000	9 378	8 762
Autres	74		30 246	
Autres	75			
Cours d'eau	76			
Protection de l'environnement	77			
Autres	78			
Santé et bien-être				
Logement social	79			
Sécurité du revenu	80			
Autres	81		5 250	5 250
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	82			
Rénovation urbaine	83			
Promotion et développement économique	84			
Autres	85			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	86	77 600	4 908	1 658
Activités culturelles				
Bibliothèques	87			
Autres	88			
Réseau d'électricité	89			
	90	259 600	178 903	210 181
				189 898

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	91			
Sécurité publique				
Police	92			
Sécurité incendie	93			
Sécurité civile	94			
Autres	95			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	96	15 000	15 000	
Enlèvement de la neige	97			
Autres	98			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	99			
Transport adapté	100			
Transport scolaire	101			
Autres	102			
Transport aérien	103			
Transport par eau	104			
Autres	105			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	106			
Réseau de distribution de l'eau potable	107			
Traitement des eaux usées	108			
Réseaux d'égout	109			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	110			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	111			
Tri et conditionnement	112			
Autres	113		60 967	
Autres	114			
Cours d'eau	115			
Protection de l'environnement	116			
Autres	117			
Santé et bien-être				
Logement social	118			
Sécurité du revenu	119			
Autres	120			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	121			
Rénovation urbaine	122			
Promotion et développement économique	123			
Autres	124			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	125	181 000	24 429	24 429
Activités culturelles				
Bibliothèques	126			
Autres	127			
Réseau d'électricité	128			
	129	181 000	39 429	100 396

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
TRANSFERTS (suite)				
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	130			
Péréquation	131			
Réorganisation municipale	132			
Neutralité	133			
Diversification des revenus	134			
Compensation pour la collecte sélective de matières recyclables	135		117 979	124 640
Programme d'aide financière aux MRC	136			
Autres	137			
	138		117 979	124 640
TOTAL DES TRANSFERTS	139	440 600	218 332	428 556
			428 556	314 538

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
SERVICES RENDUS				
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	140			
Évaluation	141			
Autres	142			
	143			
Sécurité publique				
Police	144	1 500	280	280
Sécurité incendie	145	2 000		
Sécurité civile	146			
Autres	147			
	148	3 500	280	280
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	149			
Enlèvement de la neige	150			
Autres	151			
Transport collectif	152			
Autres	153			
	154			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	155			
Réseau de distribution de l'eau potable	156			
Traitement des eaux usées	157			
Réseaux d'égout	158			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	159		7 855	23 834
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	160		1 454	1 294
Tri et conditionnement	161			
Autres	162		212	
Autres	163			
Cours d'eau	164			
Protection de l'environnement	165			
Autres	166			
	167		9 521	25 128
Santé et bien-être				
Logement social	168			
Autres	169			
	170			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	171			
Rénovation urbaine	172			
Promotion et développement économique	173			
Autres	174			
	175			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	176	3 000	3 000	3 000
Activités culturelles				
Bibliothèques	177			
Autres	178			
	179	3 000	3 000	3 000
Réseau d'électricité	180			
	181	6 500	3 280	12 801
				30 046

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget	Réalisations	Réalisations	Réalisations
SERVICES RENDUS (suite)	2015	2015	2015	2014
AUTRES SERVICES RENDUS				
Administration générale	182	9 000	21 750	14 637
Sécurité publique	183	2 000	406	1 170
Transport				
Réseau routier	184			211 200
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	185	206 000	274 071	274 071
Transport adapté	186			
Transport scolaire	187			
Autres	188			
Autres	189			
Hygiène du milieu	190	59 000	28 155	168 365
Santé et bien-être	191			
Aménagement, urbanisme et développement	192		850	850
Loisirs et culture	193	82 400	73 103	72 817
Réseau d'électricité	194			
	195	358 400	398 335	468 189
TOTAL DES SERVICES RENDUS	196	364 900	401 615	498 235
IMPOSITION DE DROITS				
Licences et permis	197	29 000	27 726	27 993
Droits de mutation immobilière	198	120 000	115 683	117 839
Droits sur les carrières et sablières	199	5 000		
Autres	200			
	201	154 000	143 409	145 832
AMENDES ET PÉNALITÉS	202	5 500	11 517	8 433
INTÉRÊTS	203	14 000	23 914	28 178
AUTRES REVENUS				
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	204		239	239
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	205			
Gain (perte) sur remboursement de prêts et sur cession de placements	206			
Contributions des promoteurs	207			
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	208			
Contributions des organismes municipaux	209			
Autres contributions	210			
Autres	211			2 847
	212		239	2 847

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015		Total	Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement			
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	115 050	105 803		105 803	107 378	103 371
Application de la loi	2	11 000	16 113		16 113	16 143	6 870
Gestion financière et administrative	3	491 000	419 154	11 988	431 142	461 469	457 432
Greffe	4						356
Évaluation	5	81 800	81 738		81 738	81 738	77 707
Gestion du personnel	6					217	
Autres	7	127 500	46 982		46 982	50 813	51 627
	8	826 350	669 790	11 988	681 778	717 758	697 363
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	310 000	313 197		313 197	313 197	316 451
Sécurité incendie	10	163 950	130 074	80 070	210 144	210 144	206 878
Sécurité civile	11	5 000					2 019
Autres	12	1 000					
	13	479 950	443 271	80 070	523 341	523 341	525 348
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	668 400	542 013	169 777	711 790	711 790	689 995
Enlèvement de la neige	15	369 500	378 089	40 237	418 326	418 326	430 950
Éclairage des rues	16	11 900	9 363		9 363	9 363	11 517
Circulation et stationnement	17	30 100	23 904		23 904	23 904	11 838
Transport collectif							
Transport en commun	18	1 470	1 470		1 470	1 470	1 934
Transport aérien	19						
Transport par eau	20						
Autres	21						
	22	1 081 370	954 839	210 014	1 164 853	1 164 853	1 146 234

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	Administration municipale				Données consolidées	
	Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
HYGIÈNE DU MILIEU						
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23					
Réseau de distribution de l'eau potable	24		6 519	6 519	6 519	6 687
Traitement des eaux usées	25	10 000	5 939	5 939	5 939	8 556
Réseaux d'égout	26					
Matières résiduelles						
Déchets domestiques et assimilés						
Collecte et transport	27	101 400	132 559	132 559	244 724	324 999
Élimination	28	195 000	119 690	119 690	119 690	152 000
Matières recyclables						
Collecte sélective						
Collecte et transport	29	24 000	48 647	48 647	48 647	8 986
Tri et conditionnement	30	10 800	10 558	10 558	36 174	48 500
Matières organiques						
Collecte et transport	31		39 089	39 089	129 065	25 792
Traitement	32		15 848	15 848	38 030	
Matériaux secs	33	64 000	8 824	8 824	35 452	4 120
Autres	34		946	946	11 916	
Plan de gestion	35	950				852
Autres	36					
Cours d'eau	37	7 050	5 237	5 237	5 237	4 047
Protection de l'environnement	38					
Autres	39					
	40	413 200	387 337	6 519	393 856	681 393
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE						
Logement social	41	4 700	4 735	4 735	4 735	5 028
Sécurité du revenu	42					
Autres	43	13 180	8 555	6 796	15 351	11 525
	44	17 880	13 290	6 796	20 086	16 553
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT						
Aménagement, urbanisme et zonage	45	163 750	139 260	3 939	143 199	123 353
Rénovation urbaine						
Biens patrimoniaux	46					
Autres biens	47					
Promotion et développement économique						
Industries et commerces	48	131 300	121 770		121 770	128 894
Tourisme	49	5 750	5 717		5 717	7 595
Autres	50					
Autres	51					
	52	300 800	266 747	3 939	270 686	259 842

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	265 900	253 166	22 999	276 165	276 165	206 874
Patinoires intérieures et extérieures	54		5 755		5 755	5 755	10 922
Piscines, plages et ports de plaisance	55	12 000	5 466		5 466	5 466	5 382
Parcs et terrains de jeux	56		631		631	631	78
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58						
Autres	59	9 000	7 767		7 767	7 767	6 496
	60	286 900	272 785	22 999	295 784	295 784	229 752
Activités culturelles							
Centres communautaires	61						
Bibliothèques	62	43 500	34 948	725	35 673	35 673	33 512
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63						
Autres ressources du patrimoine	64	15 400					
Autres	65	8 700	25 119		25 119	25 119	52 167
	66	67 600	60 067	725	60 792	60 792	85 679
	67	354 500	332 852	23 724	356 576	356 576	315 431
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ							
68							
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	31 800	33 515		33 515	59 861	68 675
Autres frais	70						
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71						
Autres	72		1 590		1 590	2 474	1 590
	73	31 800	35 105		35 105	62 335	70 265
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS							
74		227 850	343 050	(343 050)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Section II - Autres renseignements financiers	
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	27
Taux global de taxation réel	28
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	32
Acquisition d'infrastructures pour nouveau développement et autres acquisitions d'immobilisations consolidées	32
Analyse de la dette à long terme consolidée	33
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	34
Analyse de la rémunération non consolidée	35
Analyse des revenus de transfert non consolidés par sources	35
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	36
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	37
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	38
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	39
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	40
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	41
Taux des taxes	42
Questionnaire	44
Autres renseignements sur l'organisme municipal	45
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2017	46
Attestation de transmission et de consentement à la diffusion	47

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2015 de la Municipalité de Notre-Dame-du-Laus. Ce taux a été établi par la direction de la municipalité sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) (ci-après « les exigences légales »).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les Normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifions et réalisons l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

Nous estimons que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2014 de la Municipalité de Notre-Dame-du-Laus a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la municipalité de se conformer à l'article 176 du Code municipal du Québec (chapitre C-27.1). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

[Original signé par]

Par

Stéphane Dumoulin, CPA auditeur, CA

Mont-Laurier, Québec

DATE 2016-04-01

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>2 769 168</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (chapitre F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)	3	
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
Revenus de taxes	11	<u>2 769 168</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

REVENUS ADMISSIBLES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes			1	2 769 168
Ajouter				
Dotation de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluation foncière			2	
Crédits en vertu de l'article 92.1 de la Loi sur les compétences municipales			3	<u> </u>
Total partiel			4	<u>2 769 168</u>
Déduire				
Taxes exclues en vertu de la réglementation (articles 261.5.3 à 261.5.8 LFM)				
Taxes d'affaires	5			
Taxes foncières imposées en vertu du 1 ^{er} alinéa de l'article 208 LFM	6			
Différence que l'on obtient en soustrayant du total des taxes sur les immeubles non résidentiels et industriels, le montant des revenus en application du taux de base	7			
Taxes aux fins du financement des centres d'urgence 9-1-1	8	8 105		
Autres taxes non reconnues en vertu de la réglementation	9	<u>42 900</u>	10	<u>51 005</u>
Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel			11	<u>2 718 163</u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 1 ^{er} janvier 2015 ²	1 <u>367 839 700</u>
Évaluation des immeubles imposables effective ¹ au 31 décembre 2015 ²	2 <u>374 400 200</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3 <u>371 119 950</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL ³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4 <u>2 718 163</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5 <u>371 119 950</u>
Taux global de taxation réel de 2015	6 , 7 | 3 | 2 | 4 / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES ¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Évaluation des immeubles imposables effective au 1 ^{er} janvier 2015 ²	7 _____
Évaluation des immeubles imposables effective au 31 décembre 2015 ²	8 _____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9 _____

1. Compte tenu de l'ajustement pour l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM, pour les municipalités qui s'en prévalent.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1			
Usines de traitement de l'eau potable	2			
Usines et bassins d'épuration	3			
Conduites d'égout	4			
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5		1 283	122 464
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	10 000	104 423	
Ponts, tunnels et viaducs	7			
Systèmes d'éclairage des rues	8			
Aires de stationnement	9			
Parcs et terrains de jeux	10			
Autres infrastructures	11		38 631	7 424
Réseau d'électricité	12			
Bâtiments				
Édifices administratifs	13		1 034	
Édifices communautaires et récréatifs	14	697 500	331 968	284 412
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			
Autres	17		281 366	365 708
Ameublement et équipement de bureau	18	50 000	24 381	4 484
Machinerie, outillage et équipement divers	19	95 100	17 645	62 070
Terrains	20		5 130	
Autres	21		2 554	
	22	852 600	803 544	996 881
				846 562

**ACQUISITION D'INFRASTRUCTURES POUR NOUVEAU DÉVELOPPEMENT
ET AUTRES ACQUISITIONS D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Infrastructures autres que pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	23			
Usines de traitement de l'eau potable	24			
Usines et bassins d'épuration	25			
Conduites d'égout	26			
Autres infrastructures	27		143 054	143 054
Infrastructures pour nouveau développement (ouverture de nouvelles rues)				
Conduites d'eau potable	28			
Usines de traitement de l'eau potable	29			
Usines et bassins d'épuration	30			
Conduites d'égout	31			
Autres infrastructures	32		157 683	129 888
Autres immobilisations	33		660 490	716 674
	34		803 544	996 881
				846 562

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité		Solde au 1^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	2 105 197		289 612	1 815 585
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3				
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5		250 791	8 374	242 417
Autres	6				
	7	2 105 197	250 791	297 986	2 058 002
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par l'organisme municipal					
Emprunts refinancés par anticipation	8				
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	9				
Réserves financières et fonds réservés	10				
Fonds d'amortissement	11				
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres	12	52 544		14 794	37 750
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	13	2 052 653	250 791	283 192	2 020 252
De la municipalité (Société de transport en commun)	14				
	15	2 105 197	250 791	297 986	2 058 002
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	16				
Organismes municipaux	17				
Autres tiers	18				
	19				
Débiteurs encaissés non encore appliqués au remboursement de la dette	20				
	21				
Revenus futurs découlant des ententes conclues avec le gouvernement du Québec	22				
Prêts	23				
Autres	24				
	25				
	26	2 105 197	250 791	297 986	2 058 002
Dette en cours de refinancement	27	()		()	
Reclassement / Redressement	28				
	29	2 105 197	250 791	297 986	2 058 002

Note

S/O

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2015	Réalisations 2014
Administration générale				
Application de la loi	1			
Évaluation	2	81 800	81 738	77 707
Autres	3	66 000	64 556	57 659
Sécurité publique				
Police	4			
Sécurité incendie	5	3 000	2 962	2 019
Sécurité civile	6			
Autres	7			
Transport				
Réseau routier	8			
Transport collectif	9	1 470	1 470	1 934
Autres	10			
Hygiène du milieu				
Eau et égout	11			
Matières résiduelles	12	348 750	366 864	479 109
Cours d'eau	13	3 050		1 086
Protection de l'environnement	14			
Autres	15			
Santé et bien-être				
Logement social	16			
Autres	17	180	179	226
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	18	21 500	21 498	18 819
Rénovation urbaine	19			
Promotion et développement économique	20	41 550	41 507	42 042
Autres	21			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	22	33 000	8 398	6 574
Activités culturelles	23	8 700	8 040	4 592
Réseau d'électricité				
	24			
	25	609 000	597 212	691 767

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		Effectifs personnes/ année ²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total ¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	2,00	35,00	125 222	25 283	150 505
Professionnels	2					
Cols blancs	3	2,00	30,00	239 701	50 257	289 958
Cols bleus	4	3,00	40,00	395 906	72 510	468 416
Policiers	5					
Pompiers	6	18,00	1,00	52 341	6 643	58 984
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	25,00		813 170	154 693	967 863
Élus	9	7,00		77 012	4 515	81 527
	10	32,00		890 182	159 208	1 049 390

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (chapitre A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Afin de respecter la loi, lorsqu'une catégorie d'emploi compte un effectif ou moins, ces renseignements ne doivent pas apparaître sur le document déposé au conseil. Dans un tel cas, certaines informations sont remplacées par des astérisques à l'impression du document.

**ANALYSE DES REVENUS DE TRANSFERT NON CONSOLIDÉS PAR SOURCES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Gouvernement du Québec		Gouvernement du Canada	MRC/ Municipalités/ Communautés métropolitaines	Total
		Fonctionnement	Investissement			
Transport en commun	11					
Eau et égout						
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	12					
Réseau de distribution de l'eau potable	13					
Traitement des eaux usées	14					
Réseaux d'égout	15					
Autres	16	178 903	15 000	24 429		218 332
	17	178 903	15 000	24 429		218 332

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux	Frais de financement
Administration générale											
Application de la loi	1	16 113	27		53	16 113	79		105	16 113	131
Évaluation	2	81 738	28		54	81 738	80		106	81 738	132
Autres	3	571 939	29	11 988	55	583 927	81	21 750	107	562 177	133
	4	669 790	30	11 988	56	681 778	82	21 750	108	660 028	134
Sécurité publique											
Police	5	313 197	31		57	313 197	83	280	109	312 917	135
Sécurité incendie	6	130 074	32	80 070	58	210 144	84	406	110	209 738	136
Sécurité civile	7		33		59		85		111		137
Autres	8		34		60		86		112		138
	9	443 271	35	80 070	61	523 341	87	686	113	522 655	139
Transport											
Réseau routier											
Voirie municipale	10	542 013	36	169 777	62	711 790	88	47 781	114	664 009	140 35 105
Enlèvement de la neige	11	378 089	37	40 237	63	418 326	89	226 290	115	192 036	141
Autres	12	33 267	38		64	33 267	90		116	33 267	142
Transport collectif	13	1 470	39		65	1 470	91		117	1 470	143
Autres	14		40		66		92		118		144
	15	954 839	41	210 014	67	1 164 853	93	274 071	119	890 782	145 35 105
Hygiène du milieu											
Eau et égout											
Approvisionnement et traitement de l'eau potable											
	16		42		68		94		120		146
Réseau de distribution de l'eau potable	17		43	6 519	69	6 519	95		121	6 519	147
Traitement des eaux usées	18	5 939	44		70	5 939	96		122	5 939	148
Réseaux d'égout	19		45		71		97	19 486	123	(19 486)	149
Matières résiduelles											
Déchets domestiques et assimilés	20	252 249	46		72	252 249	98	8 670	124	243 579	150
Matières recyclables	21	123 912	47		73	123 912	99		125	123 912	151
Autres	22		48		74		100		126		152
Cours d'eau	23	5 237	49		75	5 237	101		127	5 237	153
Protection de l'environnement	24		50		76		102		128		154
Autres	25		51		77		103		129		155
	26	387 337	52	6 519	78	393 856	104	28 156	130	365 700	156

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	Charges avant amortissement		+ Amortissement des immobilisations		= Charges		- Services rendus		= Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être											
Logement social	157	4 735	172		187	4 735	202		217	4 735	232
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233
Autres	159	8 555	174	6 796	189	15 351	204		219	15 351	234
	160	13 290	175	6 796	190	20 086	205		220	20 086	235
Aménagement, urbanisme et développement											
Aménagement, urbanisme et zonage	161	139 260	176	3 939	191	143 199	206	850	221	142 349	236
Rénovation urbaine	162		177		192		207		222		237
Promotion et développement économique	163	127 487	178		193	127 487	208		223	127 487	238
Autres	164		179		194		209		224		239
	165	266 747	180	3 939	195	270 686	210	850	225	269 836	240
Loisirs et culture											
Activités récréatives	166	272 785	181	22 999	196	295 784	211	76 102	226	219 682	241
Activités culturelles											
Bibliothèques	167	34 948	182	725	197	35 673	212		227	35 673	242
Autres	168	25 119	183		198	25 119	213		228	25 119	243
	169	332 852	184	23 724	199	356 576	214	76 102	229	280 474	244
Réseau d'électricité	170		185		200		215		230		245
	171	3 068 126	186	343 050	201	3 411 176	216	401 615	231	3 009 561	246
											35 105

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015****Non audité**

		2015	2014
Rémunération	1		
Charges sociales	2		
Biens et services	3	803 544	710 205
Frais de financement	4		
Autres	5		
	6	803 544	710 205

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

		2015	2014
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	235 264	1 077 368
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	235 264	1 077 368
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	476 847	3 896
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5		
Activités d'investissement	6		(100 000)
Excédent de fonctionnement affecté	7	(293 500)	(746 000)
Réserves financières et fonds réservés	8		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	9		
Financement des investissements en cours	10		
	11	183 347	(842 104)
Solde à la fin de l'exercice	12	418 611	235 264
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 374 616	1 012 769
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 374 616	1 012 769
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16	(325 291)	(384 153)
Activités d'investissement	17	(146 000)	
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	293 500	746 000
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	20		
	21	(177 791)	361 847
Solde à la fin de l'exercice	22	1 196 825	1 374 616
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	35 720	37 310
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	35 720	37 310
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	(1 590)	(1 590)
Activités d'investissement	27		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29		
	30	(1 590)	(1 590)
Solde à la fin de l'exercice	31	34 130	35 720

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité

	2015	2014
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir		
Solde au début de l'exercice	32 ()	()
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	33	
Solde redressé au début de l'exercice	34 ()	()
Augmentation de l'exercice		
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	35 ()	()
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36 ()	()
Autres	37 ()	()
Régimes non capitalisés	38 ()	()
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement		
Frais d'assainissement des sites contaminés	39 ()	()
Mesures transitoires relatives à la TVQ		
Utilisation du fonds général	41 ()	()
Utilisation du fonds de roulement	42 ()	()
Appariement fiscal pour revenus de transfert	43 ()	()
Autres	44 ()	()
	45 ()	()
Financement à long terme des activités de fonctionnement		
Mesure transitoire relative à la TVQ	46 ()	()
Autre financement	47 ()	()
	48 ()	()
Diminution de l'exercice		
Affectations débitrices aux activités de fonctionnement		
Remboursement de la dette à long terme liée aux activités de fonctionnement	49	
	50	
	51	
Solde à la fin de l'exercice	52 ()	()
Financement des investissements en cours		
Solde au début de l'exercice	53 6 904	(419 303)
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	54	
Solde redressé au début de l'exercice	55 6 904	(419 303)
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales		
Virements	56 (139 724)	426 207
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté		
Excédent de fonctionnement affecté	57	
Réserves financières et fonds réservés	58	
	59	
	60 (139 724)	426 207
Solde à la fin de l'exercice	61 (132 820)	6 904
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs		
Solde au début de l'exercice	62 5 311 263	5 007 302
Redressement aux exercices antérieurs / Reclassement	63	
Solde redressé au début de l'exercice	64 5 311 263	5 007 302
<i>Ajouter (déduire)</i>		
Affectations et virements		
Activités de fonctionnement		
Excédent de fonctionnement affecté	65	
	66	
Variation résiduelle de l'exercice	67 454 231	303 961
Solde à la fin de l'exercice	68 5 765 494	5 311 263

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	RÈGLEMENT N°	MONTANT AUTORISÉ
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	_____
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	2	_____
Par l'imposition d'une taxe spéciale	3	_____
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	4	_____
	5	_____
Diminution		
	6	_____
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	_____

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 20)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Virement	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 15 853	2	3	4	5 ()	6	7 15 853
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12 ()	13	14
	15 15 853	16	17	18	19 ()	20	21 15 853

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

<i>Non audité</i>	2015		2014
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1		
Générale et institutionnelle	2		
Industrielle	3		
Autres	4		
Autres revenus	5		
	6		
Charges			
Achat d'énergie	7		
Taxe sur le revenu brut	8		
Frais d'exploitation	9		
Autres frais	10		
Frais de financement	11		
Amortissement des immobilisations	12		
	13		
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	() () ()	()
	15		
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16		
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17		
Produit de cession	18		
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21		
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	() () ()	()
	24		
Affectations			
Activités d'investissement	25	() () ()	()
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	29		
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	30		
	31		
	32		
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33		

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Taxes sur la valeur foncière****Du 100 \$ d'évaluation****Taxes générales**

Taxe foncière générale (taux unique)	1	| 0 | , | 6 | 0 | 0 | 0 | \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	5	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	12	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	19	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	| | , | | | | | \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	| | , | | | | | \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles industriels	26	| | , | | | | | \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	| | , | | | | | \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	| | , | | | | | \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015

Non audité**Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels**

(Montant fixe)

		Par unité de logement	
Eau	1	[][][][] , [][] \$	
Égout	2	[][][][] , [][] \$	
Eau et égout	3	[][][][] , [][] \$	
Traitement des eaux usées	4	[][][][] , [][] \$	
Matières résiduelles	5	[1][6][5] , [0][0] \$	

% de la valeur locative**Taxe d'affaires sur la valeur locative**

6 [][] , [][][][] %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code¹	Préciser
Chemin du lac des cèdres	50,0000	4	
Chemin du lac serpent	25,0000	4	
Chemin Philippe	270,0000	4	
Chemin des coquelicots	145,0000	4	
Chemin des hydrangées	190,0000	4	
Réfection des chemins Règl # 05-04-2007	35,0000	4	
Boues septiques	,0650	7	le gallon

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation
2 - du mètre carré
3 - du mètre linéaire
4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres
6 - % de la valeur locative
7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. Bien que les normes sur les instruments financiers du secteur public soient applicables aux municipalités à compter de 2020 seulement, une municipalité peut choisir de les appliquer de façon anticipée. Est-ce que la municipalité applique ces normes de façon anticipée?	5 <input type="checkbox"/>	6 <input checked="" type="checkbox"/>	
3. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (chapitre A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (chapitre S-8)?	7 <input type="checkbox"/>	8 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2015	9		\$
b) le solde estimatif au 31 décembre 2015 des engagements en vertu du règlement concerné	10		\$
4. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (chapitre C-47.1)?	11 <input type="checkbox"/>	12 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	13		\$
b) autres formes d'aide	14		\$
5. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2015 pour des exploitations agricoles enregistrées?	15 <input checked="" type="checkbox"/>	16 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	17	7 055 \$	
6. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	18 <input type="checkbox"/>	19 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	20		\$
7. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	21	1 565	22 <input type="checkbox"/>

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Non audité	OUI	NON	S.O.
8. La municipalité a-t-elle la compétence de percevoir les droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM auprès des exploitants de carrières et sablières?	23 <input checked="" type="checkbox"/>	24 <input type="checkbox"/>	
Si oui, a-t-elle perçu des droits en vertu de l'article 78.1 de la LCM au cours de l'exercice?	25 <input type="checkbox"/>	26 <input checked="" type="checkbox"/>	
9. La municipalité applique-t-elle les nouvelles normes sur les paiements de transfert en suivant la position prescrite par le gouvernement du Québec selon la recommandation du MAMOT?	27 <input type="checkbox"/>	28 <input type="checkbox"/>	29 <input checked="" type="checkbox"/>
Les questions 10 et 11 s'adressent aux municipalités ayant des compétences de MRC seulement			
10. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local d'investissement (FLI)?	30 <input type="checkbox"/>	31 <input checked="" type="checkbox"/>	
11. La municipalité est-elle responsable d'un Fonds local de solidarité (FLS)?	32 <input type="checkbox"/>	33 <input checked="" type="checkbox"/>	

**AUTRES RENSEIGNEMENTS SUR L'ORGANISME MUNICIPAL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 66, rue principale CP 10
(no) (rue)
Notre-Dame-du-Laus (Québec) J0X 2M0
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 767-2247
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 767-3102
(ind. rég.) (numéro)

Courriel dg@mun-ndl.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Yves Larocque

Téléphone (819) 767-2247
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 767-3103
(ind. rég.) (numéro)

Courriel larocque@lino.com

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Rochon Dumoulin CPA S.E.N.C.R.L.

Titre CPA auditeur, CA

Adresse 363, rue Chasles
(no) (rue)
Mont-Laurier (Québec) J9L 2T7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (819) 623-3268
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (819) 623-3682
(ind. rég.) (numéro)

Courriel sdumoulin@danielrochon.ca

Responsable du dossier Stéphane Dumoulin , CPA, CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom _____

Titre _____

Adresse _____
(no) (rue)

(Municipalité) (Code postal)

Téléphone _____
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur _____
(ind. rég.) (numéro)

Courriel _____

**RICHESSSE FONCIÈRE AUX FINS DE LA PÉRÉQUATION DE 2017
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

Valeur qui résulte de la capitalisation des revenus provenant de l'article 222 LFM
selon le taux global de taxation réel non uniformisé de 2015

1
.....

Facteur comparatif

2
.....

Valeur uniformisée

3 _____

ATTESTATION DE TRANSMISSION ET DE CONSENTEMENT À LA DIFFUSION

Je , Yves Larocque , atteste que le rapport financier consolidé de Notre-Dame-du-Laus pour l'exercice terminé le 31 décembre 2015, transmis de façon électronique au ministère des Affaires municipales et de l'Occupation du territoire, a été déposé à la séance du conseil du 2016-04-05 .

Je certifie que les informations ainsi que les rapports de l'auditeur indépendant et mon attestation de trésorier ou secrétaire-trésorier transmis de façon électronique au même Ministère sont conformes à ceux déposés lors de la séance du conseil, et que les copies originales signées de ces rapports et de mon attestation sont détenues par Notre-Dame-du-Laus .

Cette transmission est effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

Je confirme que Notre-Dame-du-Laus consent à la diffusion intégrale par le ministre du rapport financier et des rapports d'audit, tels que transmis, pour une durée illimitée et de la manière jugée appropriée par le ministre.

Afin de permettre la diffusion intégrale de ces rapports par le ministre, je confirme également que Notre-Dame-du-Laus détient les autorisations nécessaires, notamment celle de l'auditeur obtenue selon les modalités prévues dans la mission d'audit.

Je confirme qu'en appuyant sur le bouton «Attester», je manifeste mon consentement au même titre qu'une signature manuscrite.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 316 938 \$.

Le taux global de taxation réel de 2015 à la page S34 ligne 6 est de ,7324 \$.

Date et heure de la dernière modification : 2016-04-05 14:38:40

Date de transmission au Ministère : 2016/04/06

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2015

Ce sommaire de l'information financière est extrait automatiquement du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier, sans possibilité de modifications.

Nom : Notre-Dame-du-Laus

**Affaires municipales
et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

	Réalizations 2014		Budget 2015	Réalizations 2015	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
Revenus					
Fonctionnement	1	3 628 700	3 693 800	3 725 325	4 013 570
Investissement	2		181 000	39 429	100 396
	3	3 628 700	3 874 800	3 764 754	4 113 966
Charges	4	3 380 379	3 733 700	3 446 281	3 797 028
Excédent (déficit) de l'exercice	5	248 321	141 100	318 473	316 938
Moins : revenus d'investissement	6 (	) (	181 000 ) (	39 429 ) (	60 967) (
					100 396)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	248 321	(39 900)	279 044	216 542
Éléments de conciliation à des fins fiscales					
Amortissement des immobilisations	8	284 654	227 850	343 050	436 737
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9				
Remboursement de la dette à long terme	10 (	274 790 ) (	232 350 ) (	244 550 ) (	53 436) (
Affectations					
Activités d'investissement	11 (	640 032 ) (	325 600 ) (	227 600 ) (	3 673) (
Excédent (déficit) accumulé	12	385 743	370 000	326 881	396 197
Autres éléments de conciliation	13			22	601
	14	(244 425)	39 900	197 803	304 276
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	3 896		476 847	520 818

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2014	2015	2014
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Actifs financiers				Total consolidé
Débiteurs	1	403 129	236 098	486 297
Autres	2	1 263 864	1 361 997	1 455 422
	3	1 666 993	1 598 095	1 941 719
Passifs				
Dette à long terme	4	1 152 750	1 160 581	2 042 196
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5			
Autres	6	167 547	239 759	611 035
	7	1 320 297	1 400 340	2 653 231
Actifs financiers nets (dette nette)	8	346 696	197 755	(711 512)
Actifs non financiers				
Immobilisations	9	6 476 481	6 936 953	8 303 206
Autres	10	140 590	147 532	159 311
	11	6 617 071	7 084 485	8 462 517
Excédent (déficit) accumulé				
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	235 264	418 611	524 129
Excédent de fonctionnement affecté	13	1 374 616	1 196 825	1 235 494
Réserves financières et fonds réservés	14	35 720	34 130	35 720
Dépenses constatées à taxer ou à pourvoir	15 ()	()
Financement des investissements en cours	16	6 904	(132 820)	(288 071)
Investissement net dans les immobilisations et autres actifs	17	5 311 263	5 765 494	6 245 323
Gains (pertes) de réévaluation cumulés	18			
	19	6 963 767	7 282 240	7 751 005
				7 434 067

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2015**

		2015	2014
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Affecté exercice suivant	20	87 500	360 000
-	21		
- Développement récréo- Brookfie	22	354 530	351 811
- Réforme cadastrale	23	10 000	10 000
- Réseau routier	24	125 089	100 000
- Infrastructure	25	619 706	406 805
-	26		
- Centre des loisirs	27		146 000
-	28		
	29	1 196 825	1 374 616
Excédent de fonctionnement affecté - Organismes contrôlés			
	30	38 669	99 643
	31	1 235 494	1 474 259
Réserves financières	32		
Fonds réservés	33	34 130	35 720
	34	1 269 624	1 509 979

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Réalizations 2014	Budget 2015	Réalizations 2015	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	2 722 171	2 702 800	2 769 168	2 769 168
Compensations tenant lieu de taxes	2	196 684	193 000	196 560	196 560
Quotes-parts	3				
Transferts	4	189 898	259 600	178 903	328 160
Services rendus	5	341 140	364 900	401 615	534 973
Autres	6	178 807	173 500	179 079	184 709
	7	3 628 700	3 693 800	3 725 325	4 013 570
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10		181 000	39 429	100 396
Autres	11				
	12		181 000	39 429	100 396
	13	3 628 700	3 874 800	3 764 754	4 113 966

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2015**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2015	Réalizations 2015			Réalizations 2015	Réalizations 2014
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	81 800	81 738		81 738	81 738	77 707
Autres	2	744 550	588 052	11 988	600 040	636 020	619 656
Sécurité publique							
Police	3	310 000	313 197		313 197	313 197	316 451
Sécurité incendie	4	163 950	130 074	80 070	210 144	210 144	206 878
Autres	5	6 000					2 019
Transport							
Réseau routier	6	1 079 900	953 369	210 014	1 163 383	1 163 383	1 144 300
Transport collectif	7	1 470	1 470		1 470	1 470	1 934
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	10 000	5 939	6 519	12 458	12 458	15 243
Matières résiduelles	10	396 150	376 161		376 161	663 698	565 249
Autres	11	7 050	5 237		5 237	5 237	4 047
Santé et bien-être	12	17 880	13 290	6 796	20 086	20 086	16 553
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	163 750	139 260	3 939	143 199	143 199	123 353
Promotion et développement économique	14	137 050	127 487		127 487	127 487	136 489
Autres	15						
Loisirs et culture	16	354 500	332 852	23 724	356 576	356 576	315 431
Réseau d'électricité	17						
Frais de financement	18	31 800	35 105		35 105	62 335	70 265
Amortissement des immobilisations	19	227 850	343 050	(343 050)			
	20	3 733 700	3 446 281		3 446 281	3 797 028	3 615 575

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3